



Déclarations et Discours

N^o 79/13

RELATIONS ÉCONOMIQUES DU CANADA AVEC L'AMÉRIQUE LATINE

Allocution de M. Jacques Gignac, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures, lors de la réunion plénière du *Forum das Americas*, Sao Paulo (Brésil), 12 juin 1979.

Je tiens tout d'abord à vous dire que c'est un honneur pour moi de m'adresser à un auditoire aussi distingué, composé de représentants de tous les coins du continent, et de vous apporter les salutations du Canada, que j'ai le privilège de représenter à cet important congrès. J'aimerais féliciter les organisateurs de *Forum das Americas* pour leur heureuse initiative et les remercier de la chaleureuse hospitalité qu'ils nous ont montrée dans leur grand pays et leur magnifique cité. Je souhaite que cette réunion, qui constitue une remarquable première, soit couronnée de succès. L'intégration économique du continent représente un défi extrêmement stimulant dont l'objectif ultime est le développement de tous les pays et l'épanouissement de tous les peuples d'Amérique latine et des Antilles.

Vous savez sans doute que les élections générales tenues au Canada le mois dernier ont amené un changement de gouvernement. A la suite de la victoire du parti conservateur, le 22 mai dernier, un nouveau gouvernement a été formé le 4 juin. Je suis heureux de pouvoir vous dire que dans ses premiers commentaires à la presse, le 5 juin, notre nouveau ministre des Affaires extérieures, l'honorable Flora MacDonald, a souligné que le nouveau gouvernement accorderait la priorité au monde occidental, et particulièrement aux pays d'Amérique latine. Par conséquent, on peut s'attendre que l'élan donné par l'ancien gouvernement à nos relations avec l'Amérique latine se maintiendra, voire s'accélélera.

En fait, l'Amérique latine et les Antilles revêtent ensemble un intérêt majeur pour le Canada. Ces dix dernières années, la politique étrangère canadienne a été animée par la volonté d'intensifier nos relations avec les pays de l'hémisphère, de renforcer nos rapports avec les groupes sous-régionaux de ces pays et de favoriser l'établissement de liens étroits entre Canadiens et Latino-américains sur le plan individuel.

Aujourd'hui, j'aimerais vous entretenir brièvement de la contribution de mon pays à l'intégration économique du continent. Mes propos porteront d'abord sur les grandes lignes de notre position face à l'Amérique latine, puis sur les aspects régionaux, bilatéraux et multilatéraux de nos relations; je mettrai l'accent sur le commerce et le développement industriel, les investissements et le financement des exportations comme moyens de coopération internationale. Enfin, j'aimerais souligner la façon dont le gouvernement du Canada stimule et appuie les entreprises communes.

Pour reprendre le thème de la présente conférence, je dirai d'abord que c'est surtout dans le domaine du transfert des techniques que s'épanouissent actuellement les relations du Canada avec l'Amérique latine et la région des Antilles. Ce phénomène

multiforme intéresse de nombreux secteurs. Dans un grand nombre de pays d'Amérique latine, le Canada et les Canadiens se livrent maintenant à des activités de plus en plus importantes pour nous tous, et je dis bien que tous, parce que le transfert des techniques ne se fait pas à sens unique. C'est un mouvement bidirectionnel qui avantage autant le Canada que l'Amérique latine. Permettez-moi de vous citer quelques exemples. Des Canadiens travaillent actuellement en Amérique latine et dans la région des Antilles à divers programmes et projets dont nous avons une expérience particulière comme l'arido-culture, l'amélioration des techniques d'aménagement forestier, de pêche et de prospection minière, la planification et la construction de chemins de fer, sans parler des entreprises compliquées faisant appel aux sciences et au génie comme la télédétection, la reconnaissance sismologique, l'exploitation hydro-électrique, la distribution de l'électricité, la technologie du pétrole brut et l'énergie nucléaire. En contrepartie, nos hommes de science ont bénéficié des réalisations du Brésil, du Mexique et de la Colombie, pour ne nommer que quelques pays, dans des domaines comme les techniques spéciales de topographie et de cartographie thématique, particulièrement utiles à la prospection minière et à l'aménagement du sol. Il va sans dire que ces apports revêtent beaucoup d'importance pour nous pour la mise en valeur de nos vastes régions arctiques. Nos hommes de science ont également mis à profit les excellents travaux théoriques des universités et centres de recherche brésiliens dans le domaine de la géophysique, notamment la géodésie, la gravité et la géodynamique. Comme je l'ai dit tout à l'heure, les échanges se font dans les deux sens. En termes pratiques, la technologie canadienne est transférée aux pays de la région des Antilles et de l'Amérique latine par l'entremise de deux grands organismes: l'Agence canadienne de développement international, généralement appelée ACDI, et la Banque interaméricaine de développement. Bien entendu, le secteur privé participe également à ces échanges.

A la fin de 1977, la contribution financière du Canada à la Banque interaméricaine de développement se chiffrait approximativement à 700 millions de dollars. Le Canada fournit 127 millions au fonds des opérations spéciales, qui permet à la Banque de financer à long terme et à faible taux d'intérêt des projets de développement social. Grâce à des banques privées, dont trois banques canadiennes, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque royale du Canada et la Banque canadienne nationale, la Banque interaméricaine de développement a pu investir jusqu'à maintenant 145 millions de dollars supplémentaires en Amérique latine.

L'aide au développement de l'ACDI est surtout concentrée dans des domaines où le Canada possède une longue expérience, notamment l'agriculture, la foresterie, les pêches et l'hydro-électrique. En termes monétaires, si les sommes engagées cette année (75 millions de dollars) ne sont pas aussi considérables que celles affectées à la Banque interaméricaine de développement, elles n'en demeurent pas moins appréciables compte tenu du fait que la plupart des pays d'Amérique latine ont atteint un niveau de développement sensiblement plus élevé que celui d'autres régions du Tiers monde.

En outre, le Canada contribue au développement de l'Amérique latine sur le plan multilatéral par l'intermédiaire d'organismes des Nations Unies, de la Banque mondiale et d'organisations sous-régionales comme le Pacte andin. Le Canada

consulte les gouvernements latino-américains sur des questions multilatérales au sein d'instances comme les Nations Unies, la CNUCED, le FMI, le GATT et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL). C'est d'ailleurs dans cette dernière instance que le Canada a vigoureusement appuyé le Centre démographique d'Amérique latine, qui étudie sérieusement un sujet de première importance pour la région, la croissance de la population dans le continent.

Si les transferts de techniques sont l'une des principales composantes des relations du Canada avec les pays d'Amérique latine, c'est le commerce qui marque surtout leurs relations bilatérales. Nos échanges commerciaux avec l'Amérique latine et les Antilles remontent loin. Peut-être cela vous intéressera-t-il de savoir qu'au début du XVIII^e siècle, le Canada exportait du blé dans les régions septentrionales des colonies espagnoles et de la morue dans les Antilles? Aujourd'hui, nous exportons toujours du blé au Mexique et de la morue dans les Antilles.

Depuis quelques temps, les exportations canadiennes vers l'Amérique latine et les Antilles ont sensiblement augmenté; elles ont doublé de 1960 à 1970 pour atteindre une valeur excédant 2,2 milliards de dollars en 1978. Ces chiffres représentent 4,7 p. cent de la totalité des exportations canadiennes dans le monde, mais j'ai remarqué qu'ils ne représentent aussi que 4,7 p. cent de la totalité des importations d'Amérique latine, qui sont de l'ordre de 53 milliards de dollars. A mon avis, cela signifie que nos échanges mutuels pourraient être beaucoup plus considérables.

Le Brésil, Cuba, le Mexique et le Venezuela sont les principaux marchés d'exportation du Canada dans la région. En outre, l'Argentine et le Chili gagnent en importance à titre de partenaires commerciaux du Canada. Parmi nos principales exportations en Amérique latine, on compte les produits traditionnels tirés des ressources naturelles comme le blé, l'aluminium, l'amiante et le papier journal, mais le ciment, les usines de transformation des métaux et les services de consultation sont de plus en plus en demande.

En 1978, la valeur totale des importations canadiennes en provenance d'Amérique latine et des Antilles atteignait près de 2,5 milliards de dollars. Cette somme a augmenté rapidement ces dernières années, surtout à cause du renchérissement marqué du pétrole. Maintenant que le Canada achète du pétrole du Venezuela pour alimenter le marché de la côte est, ce pays occupe aujourd'hui le troisième rang parmi nos fournisseurs après les États-Unis et le Japon. Par ailleurs, le Brésil, le Mexique et Cuba sont des fournisseurs de plus en plus importants de café, de fruits et de légumes, de textiles et de chaussures, de même que de pièces d'automobiles et de machinerie. Je trouve extrêmement intéressante cette hausse des exportations industrielles, et j'ai tout lieu de croire que ces échanges bilatéraux continueront à progresser à l'avenir.

Dans un autre domaine important de nos relations économiques, l'Amérique latine vient tout de suite après les États-Unis en tant que bénéficiaire des investissements des Canadiens à l'étranger. Dans une vaste gamme de secteurs et d'activités, il y a longtemps que les investisseurs canadiens sont établis dans de nombreux pays allant du Mexique à l'Argentine. Aujourd'hui, les petites et moyennes entreprises du Canada

souhaitent de plus en plus participer à des projets en coparticipation en Amérique latine et ainsi faire croître et prospérer les deux partenaires. A la fin de 1976, les investissements directs du Canada dans la région totalisaient 2,3 milliards de dollars, dont 1,2 milliard au Brésil seulement.

Les Banques privées canadiennes ont des succursales dans toute la région depuis le début du siècle. Récemment, elles se sont montrées particulièrement actives, prêtant des euro-dollars au secteur public et aux établissements financiers privés du Brésil. A l'heure actuelle, leurs engagements au Brésil excèdent de loin les 2 milliards de dollars. Elles ont toujours participé à des syndicats bancaires, mais, de plus en plus, elles font office de chef de file et d'organisme pilote dans le cas d'importants prêts consortiaux. Entre parenthèses, je crois savoir que la plus grande succursales d'une banque canadienne dans le monde, le Canada compris, se trouve à Buenos Aires!

Cependant, les banques privées ne peuvent toujours, à elles seules, relever le défi que représentent des prêts à long terme, et c'est ici qu'intervient le gouvernement canadien pour aider les exportateurs de biens et de services ainsi que les investisseurs canadiens. La Société pour l'expansion des exportations est une entreprise commerciale autonome, propriété du gouvernement du Canada, qui fournit financement et assurance dans le but d'aider le commerce extérieur canadien. Outre l'octroi aux entreprises canadiennes d'une assurance-crédit à l'exportation, la Société offre une vaste gamme de services de prêts à long terme aux acheteurs étrangers de matériel et de services techniques canadiens.

Depuis sa création en 1969, elle s'est implantée dans la région avec beaucoup de dynamisme. La plupart des pays d'Amérique latine et des Antilles ont atteint un stade de développement où le crédit à l'exportation devient essentiel. Par l'entremise de la SEE, les Canadiens ont participé, par exemple, au développement des économies pétrolières du Mexique et de Trinité-et-Tobago. Afin d'alléger le fardeau des paiements découlant de la majoration de la facture énergétique, les pays d'Amérique latine reportent maintenant leur attention sur des projets de mise en valeur des ressources naturelles. Cette évolution ouvre des horizons nouveaux aux manufacturiers, investisseurs et consultants canadiens. Pays de grande superficie, comme le Canada, le Brésil continue d'exploiter son immense potentiel hydro-électrique, et j'y vois un créneau très prometteur où les Canadiens pourraient offrir des services de pointe et de génie et assurer la fabrication de matériel de haute technicité. La même chose vaut pour le Chili, pays riche en ressources hydrauliques. La Société s'est aussi implantée en Argentine en finançant deux projets d'envergure dans le secteur des pâtes et papier.

La coopération industrielle a aussi évolué sensiblement ces derniers temps. Par exemple, l'ACDI a mis sur pied un programme de coopération industrielle visant à inciter les sociétés privées canadiennes à participer davantage à des entreprises communes menées en sol canadien et à l'étranger, ainsi qu'à d'autres genres d'opérations. Essentiellement, il s'agit de choisir et de mettre en oeuvre les moyens par lesquels les techniques et ressources du secteur privé canadien peuvent servir directement au développement industriel. Ce programme encouragera les hommes

d'affaires canadiens et étrangers à se lancer dans des entreprises communes pour leur plus grand avantage mutuel. En outre, le gouvernement du Canada vient de parapher un accord de coopération industrielle avec le Mexique. Au Brésil, le Comité économique mixte Brésil-Canada s'est adjoint un groupe de travail sur la coopération industrielle. J'aimerais voir davantage d'activités de ce genre à l'avenir.

Enfin, avant de clore ce bref exposé des relations commerciales et économiques du Canada avec l'Amérique latine, je me dois d'ajouter quelques mots sur les Négociations commerciales multilatérales (NCM), qui me semblent particulièrement importantes pour l'avenir de nos relations. En fait, l'environnement commercial futur — tant régional que mondial — sera fortement influencé par les résultats de ces négociations. Elles sont le gage d'une expansion et d'une plus grande libéralisation des échanges ainsi que d'importantes améliorations du cadre du commerce international, notamment par de meilleurs règlements et procédures relatifs aux barrières non tarifaires. Outre que les exportations de la plupart des pays bénéficient d'un plus grand accès aux marchés, des dispositions précises ont été élaborées afin de mieux tenir compte de la situation et des besoins particuliers des pays en développement. J'en veux pour exemple l'application anticipée par le Canada de concessions tarifaires sur les produits tropicaux. De l'avis du Canada, le plus grand avantage général qui devrait découler du régime d'envergure mis de l'avant par les NCM est un regain de confiance et de stabilité dans le système commercial international. Pour en tirer le maximum d'avantages, il faudra, bien sûr, que les dispositions des NCM soient adoptées et appliquées par le plus grand nombre possible de pays. Soit dit en passant, tous les pays d'Amérique latine peuvent, en vertu du système généralisé de préférences du Canada, obtenir un accès plus favorable à notre marché.

Je crois qu'il importe de souligner que même si le Canada est considéré comme un pays industrialisé, il s'attache encore à mettre en valeur ses ressources, important des capitaux et des techniques sur une grande échelle. Par conséquent, nous partageons avec les pays en développement du continent un certain nombre de problèmes. On oublie parfois que d'une certaine façon le Canada est un pays en développement. Il convient d'examiner les deux facettes de la situation. Par exemple, à titre de grand exportateur de machinerie, de matériel et d'autres produits manufacturés, de technologie et d'investissements privés, le Canada fait concurrence aux autres grands pays industrialisés dans le domaine des ventes. En même temps, en tant que grand producteur et exportateur de produits agricoles, de minerai et de produits semi-traités et en tant qu'importateur de capitaux et de techniques, le Canada, tout comme de nombreux pays en développement, cherche vivement à conclure des arrangements stables de commercialisation et à obtenir de justes prix à l'exportation. C'est cette dualité qui fait que le Canada comprend particulièrement bien les besoins des pays en développement et la façon dont les nations industrialisées peuvent collaborer plus étroitement avec eux. Alliée à notre propre expérience de développement, cette situation nous a rendus particulièrement sensibles aux besoins et aux aspirations du Tiers monde.

Le Canada a eu l'honneur de coprésider avec le Venezuela la Conférence de Paris sur la coopération économique, aussi appelée dialogue Nord-Sud. Bien que l'issue n'ait

pas été entièrement satisfaisante pour les pays du Tiers monde, il reste qu'elle a donné des résultats positifs dans le domaine de la radiation de la dette étrangère de certains des pays les plus démunis. Le dialogue se poursuit maintenant dans son véritable cadre, au sein des institutions de l'ONU, et particulièrement au sein de la CNUCED dont les délibérations ont pris fin à Manille au début du mois. Même si la CNUCED IV ne peut revendiquer de réalisations spectaculaires comme un programme intégré pour les produits de base, un consensus s'est dégagé sur une résolution prévoyant l'examen de mesures protectionnistes et d'ajustements structurels.

Voilà, la boucle est bouclée. Il devient de plus en plus évident que le monde n'a jamais été aussi interdépendant. Plus que jamais, tous les pays agissent les uns sur les autres, et cela est d'autant plus vrai pour les pays de notre hémisphère. Au Canada, nous sommes particulièrement conscients de ce phénomène puisque nous devons nous ouvrir sur l'extérieur et transcender nos frontières pour maintenir notre vitalité économique. En fait, nous tirons près de 25 p. cent de notre PNB de nos échanges commerciaux et, pourtant, notre marché interne est relativement restreint. Comme notre production surpasse notre consommation nous n'avons d'autre choix que d'ouvrir nos fenêtres sur le monde. Plus particulièrement, nous espérons nouer des relations plus étroites et mutuellement avantageuses avec le Brésil, l'un des géants du monde, et avec l'Amérique latine, région de plus en plus importante sur la scène internationale.